

Banque Centrale de Mauritanie (BCM)

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Ernst & Young Côte d'Ivoire

Banque Centrale de Mauritanie
BCM
Avenue de l'indépendance
BP 623 Nouakchott
Mauritanie

Abidjan, le 9 juin 2011

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Messieurs les membres du Conseil Général de la Banque Centrale de Mauritanie,

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels ci-joint de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM), qui comprennent le bilan, le compte d'exploitation générale et de pertes et profits, ainsi que les notes annexes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Responsabilité du Gouverneur pour les comptes annuels

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces comptes annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de Mauritanie et les Notes de Service Comptables ainsi que d'un contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des comptes annuels afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie de réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

1. Confirmation de soldes

A la date de rédaction du présent rapport, nous n'avons toujours pas reçu les réponses aux confirmations de la majorité des avocats de la Banque Centrale de Mauritanie.

2. Dette vis-à-vis de la Banque Centrale du Koweït

La Banque Centrale de Mauritanie enregistre dans son bilan un dépôt reçu de la Banque Centrale du Koweït pour un montant de KWD 10 millions, soit MRO 10.158 millions. Les intérêts assortis à ce dépôt ont été arrêtés par la BCM à 7.512 millions de MRO au 31 décembre 2010. La confirmation de solde reçue du Kuwait Investment Authority, organisme auquel la Banque Centrale du Koweït a confié la gestion du dépôt, met en évidence des intérêts de 24.478 millions au 31 décembre 2010.

Les parties sont en instance de discussion pour ajuster ce montant et dans l'attente d'un accord final, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le montant à inscrire dans les livres de la Banque Centrale de Mauritanie au titre des sommes dues au Fonds koweïtien en nominal et intérêts.

3. Créance sur la société SONIMEX

Au cours de l'exercice 2008, la Banque Centrale de Mauritanie a accordé dans le cadre d'un programme d'urgence, des avances de MRO 11.598 millions à la SONIMEX, société d'économie mixte détenue à 51 % par l'Etat Mauritanien. Les produits d'intérêts calculés sur ces concours se sont élevés à MRO 1.690 millions, soit un encours total de MRO 13.288 millions au 31 décembre 2010, qui n'a toujours pas été remboursé et aucun plan de remboursement n'a encore été défini.

Selon les informations reçues, l'Etat se serait porté garant du remboursement de ces sommes au cas où l'entité se montrerait défaillante, cependant nous n'avons pas reçu la garantie de l'Etat couvrant la dette de la SONIMEX vis à vis de la Banque Centrale de Mauritanie.

En l'absence de cette garantie, et sans plan de remboursement constaté à ce jour, nous ne pouvons apprécier les modalités de recouvrement de cette créance ni le niveau de dépréciation qu'il aurait fallu lui appliquer à la clôture de l'exercice 2010.

4. Créances sur l'institution financière « Finances Conseil Investissement » (FCI)

Les comptes de la Banque Centrale de Mauritanie présentent une créance de MRO 958 millions sur la FCI. Ce solde débiteur correspond d'une part, au remboursement sur le compte de ce dernier de 2 traites revenues impayées en 2009 de MRO 560 millions et MRO 200 millions tirées respectivement sur l'UNCACEM et la SONIMEX, et d'autre part aux intérêts de retard contractuels pour MRO 198 millions.

A la date de rédaction du présent rapport, la Banque stipule que la créance de MRO 560 millions sera remboursée par l'Etat de Mauritanie, par réalisation de la garantie qu'elle détient pour cette créance. Toutefois, nous n'avons aucun document probant de l'engagement de l'Etat. Quant à la traite de MRO 200 millions, elle a fait l'objet d'un rééchelonnement sur 11 échéances mensuelles de MRO 1 million à partir du 1^{er} juin 2011 et une douzième échéance pour le solde.

Compte tenu de l'antériorité de la créance de MRO 560 millions ainsi que de l'absence de documents probants attestant que l'Etat s'engage à rembourser la Banque Centrale de Mauritanie de cet impayé, nous sommes d'avis que cet actif doit être déprécié en totalité.

De même, les intérêts de retard ne doivent être constatés que lorsqu'ils seront payés en application des principes comptables généralement admis. En conséquence, les produits d'intérêts constatés pour MRO 198 millions devraient être extournés.

Par ailleurs, il conviendrait de suivre tout particulièrement le correct encaissement des traites évoquées supra pour le remboursement de la créance de MRO 200 millions.

5. Créances sur la BACIM Bank

Les comptes de la Banque Centrale de Mauritanie arrêtés au 31 décembre 2010 présentent une créance de MRO 402 millions sur la BACIM Bank qui se rapporte d'une part, aux frais supportés par la BCM pendant la période d'administration provisoire de cette banque en 2007, et d'autre part, aux pénalités pour insuffisance de réserves obligatoires au cours de la période précitée.

Cette créance n'a pas été reconnue par la BACIM Bank dans sa réponse à notre demande de confirmation de solde au 31 décembre 2010. Compte tenu du litige et de l'incertitude qui entourent la recouvrabilité de ces sommes, nous recommandons qu'elles soient totalement dépréciées à hauteur de MRO 402 millions dans les livres de la BCM.

Par ailleurs, la Banque Centrale a accepté au cours des exercices 2007, 2008 et 2009 des mises en pension à blanc en faveur de la BACIM Bank. Au 31 décembre 2010, ces mises en pension s'établissent à MRO 2.693 millions. Nous prenons note de l'information selon laquelle le remboursement intégral du nominal de la créance devrait intervenir au plus tard le 11 mars 2013. Cependant, la disposition de l'article 3.2 du contrat programme prévoit que la BACIM Bank effectue des paiements partiels depuis la signature du contrat le 6 avril 2008. En effet, ces paiements partiels devraient provenir de l'affectation de 60% des créances sous programme recouvrées. Nous notons qu'aucun remboursement n'a été enregistré au cours de l'exercice sous revue ni même depuis la conclusion du contrat de Programme.


En outre, aucun intérêt, même minimal n'a été encaissé par la BCM depuis la signature dudit contrat; ce qui sur le plan financier contribue à réduire encore plus la valeur recouvrable du prêt octroyé à la BACIM Bank.

Au regard de tous ces faits et en l'absence du suivi actualisé du recouvrement des créances sous programme, nous sommes d'avis que la créance de MRO 2 693 millions détenue sur la BACIM Bank doit faire l'objet de dépréciation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserves des incidences des questions évoquées dans le paragraphe « Justification de l'opinion avec réserves », les comptes annuels donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Mauritanie au 31 décembre 2010, conformément au plan comptable de Mauritanie et des Notes de Service Comptables.

Ernst & Young



Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé